

**Québec français**



## **Pour une revue pluraliste... ou la concertation à la base**

Christian Vandendorpe

---

Number 14, March 1974

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/56905ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Les Publications Québec français

### ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this document

Vandendorpe, C. (1974). Pour une revue pluraliste... ou la concertation à la base. *Québec français*, (14), 6-6.

# éditorial

## POUR UNE REVUE PLURALISTE

### ...ou la concertation

#### à la base

Nous vous proposons cette revue. Faite par des enseignants pour des enseignants, elle se veut en prise directe sur ce que vous vivez quotidiennement dans vos classes. On sait que ce n'est pas toujours drôle et que certains en ont «ras-le-bol». On sait aussi qu'il y a des écoles avec des professeurs heureux et des élèves épanouis.

C'est pour les premiers autant que pour les seconds que nous faisons cette revue. Pour informer. Pour permettre aux uns et aux autres d'exprimer leur réflexion par des lettres et des articles.

Dans cette aventure collective qu'est la réforme de l'Éducation au Québec, nous sommes tous concernés. Les enseignants d'abord. Il est temps que des *résonateurs* soient mis sur pied, qui permettent aux professeurs de faire entendre leur voix auprès du Ministère et du public en général.

C'est le rôle qu'entend jouer *Québec Français*. Il s'agit donc d'une **revue ouverte**, une revue-carrefour. Nous n'en ferons pas un cénacle d'une seule pédagogie qu'il faudrait imposer à tout prix. Cette position de principe nous obligera parfois à nous situer en retrait, voire à nous opposer à des directives venues d'en haut. N'en



déplaie à certains *inquisiteurs* qui voudraient établir un **monopole** de fait sur la pensée et l'information pédagogiques au Québec.

Qu'on nous entende bien! Il n'est pas question de faire de l'opposition systématique mais de respecter la diversité des points de vue des éducateurs, de la maternelle à l'université. Il n'y a pas de pontife dans notre équipe, pas de dogme dont dépendrait le salut.

Quotidiennement confrontés à la réalité scolaire, nous croyons qu'il faut la rendre moins desséchante pour les enseignants et moins stérilisante pour les étudiants. Des «recettes-miracles», directement importées des États-Unis, ont polarisé bien des énergies depuis quelques années et suscité des engouements — pas toujours durables. Nous pensons aux polyvalentes, à l'enseignement par objectifs, à l'horaire modulaire flexible, aux écoles à aire ouverte, etc. Qu'en est-il dans la réalité? Nous tâcherons de le savoir et de faire le point avec vous.

Les enseignants du Québec — et particulièrement les maîtres de français à l'élémentaire et au secondaire — constituent probablement la classe de notre société où la remise en question a été la plus radicale et la plus brutalement imposée. Des changements étaient nécessaires, certes. Mais les conditions préalables à l'implantation de ces changements ont été trop longtemps ignorées par les promoteurs des programmes. Il faut lire sur cette question le constat lucide qu'en a fait le *Rapport annuel du Conseil Supérieur de l'Éducation 1970-71* (p. 284 à 286).

M. Cloutier a plaidé récemment en faveur d'une «**concertation nouvelle en éducation**». Sur ce plan-là, du moins, cette revue devrait lui donner satisfaction.

CHRISTIAN VANDENDORPE

## bloc-notes

Il paraît que nous n'avons rien compris au plan Cloutier. C'est possible. Et pourtant, disait Galilée que l'Inquisition talonnait, la terre se meut. On nous a dit aussi que nous n'avons rien compris à la Commission Gendron et à son rapport intérieurement contradictoire. Dans le cas de ce rapport, nous avons fini par saisir qu'il fallait en avoir une clé de lecture pour découvrir ce qui relevait de l'utopie, du compromis, du fair-play et finalement du bon sens qui devenait pratiquement insensé. Dans le cas du plan Cloutier, nous ne mettons pas en doute la bonne foi de collègues-fonctionnaires qui sont pris dans le jeu politique: entre leur idéal pédagogique et la vie, ils font le jeu du possible. Mais tel n'est pas notre cas et c'est pourquoi nous affirmons bien haut que le plan Cloutier est un projet colonisateur qui menace de nous déculturer.

Toute la philosophie de ce plan est un décalque (obtenu par voie de traduction) du rapport McWhinney. En effet, en introduction du plan Cloutier, on nous indique un double objectif à viser: 1) que les francophones sachent l'anglais pour survivre en continent nord-américain; 2) que les an-

glophones s'initient au français pour tenter de saisir et de comprendre cette minorité linguistique regroupée en majorité dans le Québec. On ne saurait traduire plus fidèlement McWhinney qui dit: «Il serait peut-être facile, à long terme, de réaliser ce double objectif de la politique linguistique par la création au Québec d'un système scolaire complètement unifié et intégré, offrant un programme complet d'enseignement sur une base complètement bilingue, française et anglaise».

Dès lors, le plan Cloutier est une réduction caricaturale de ce devrait être l'enseignement des langues au Québec. C'est un refus d'être au monde selon une culture souveraine amérindo-française. Ce plan réduit notre langue nationale au simple rang de langue maternelle, la mettant ainsi sur un pied d'égalité avec l'anglais qui devient LA langue seconde (on dit pourtant l'enseignement DES langues). Par le biais du POLITIQUE qui asservit «L'ÉDUCATIONNEL», la langue française qui n'a pas reçu de statut juridique précis dans l'introduction du Plan devient une langue économiquement et quotidiennement infériorisée. Pouvons-nous croire alors à celui qui parle d'ac-

## le plan Cloutier: un plan de développement de désintégration d'une langue

corder une **PRIORITE ABSOLUE** au français quand, par le ministère que ce ministre dirige, la langue nationale est institutionnellement dégradée? Pourtant, le Rapport Parent disait que «le Gouvernement du Québec tout entier (devait...) adopter des mesures très fermes pour protéger le français non seulement dans les écoles et universités, mais dans toute la vie publique» et plus particulièrement à Montréal. Selon les commissaires du Rapport Parent «cette motivation socio-économique (devait) être le point d'appui de la réforme «proposée» pour l'enseignement de la langue maternelle de la majorité».

Dans sa conférence du 8 février, M. le ministre Cloutier parlait de l'incompétence de certains professeurs de français, de la liberté trop grande donnée par le programme-cadre, du manque de certains moyens techniques. Il ne touchait pas le cœur du problème qui fait que les professeurs de français font ce qu'ils peuvent pour enseigner une langue humiliée, sans utilité sociale et affligée d'une lèpre créolissante.

ANDRÉ GAULIN.